

## **Interpellation d'Osez le Féminisme**

### **Réponse des candidat-es Front de Gauche - tous cantons concernés**

Nous avons bien reçu votre courrier daté du 1<sup>er</sup> Mars. Nous partageons pleinement vos constats et vos objectifs en matière d'égalité des droits. Il y a urgence à promouvoir les valeurs émancipatrices du féminisme sous toutes ses formes et à les traduire concrètement en termes de politique publique, au niveau national comme au niveau départemental. Cela nous semble essentiel à un moment où, hélas, des conquêtes sociales et féministes durement gagnées sont remises en cause ou fragilisées.

En complément de votre propos, concernant les violences faites aux femmes, il nous semble utile de rappeler que les lois successives votées depuis 1992, notamment pénales, ne sont toujours pas appliquées, sinon en fonction de la bonne volonté et de la sagacité du procureur et sans consignes précises. Cela touche tout particulièrement la question de l'éloignement du domicile avec interdiction d'approche, sachant que 90% des hommes violents ont peur du juge et du gendarme.

Cette absence de consignes claires pèse également sur les juges aux affaires familiales qui ne considèrent pas suffisamment cette problématique et ne protègent pas suffisamment ni les femmes, ni leurs enfants (assassinat des femmes, mais aussi des enfants). Ainsi seules 5 à 10% des femmes et des enfants concernés ont réellement besoin d'un hébergement d'urgence. Elles doivent en priorité pouvoir rester chez elles avec leurs enfants en toute sécurité. Il nous semble essentiel que cette problématique soit intégrée aux contenus de formation des travailleurs sociaux, juges, policiers, gendarmes, avocats. Un texte rédigé et voté par les élu-e-s du conseil départemental et envoyé au gouvernement ainsi qu'à la presse pourrait contribuer à utilement à cette bataille.

Une deuxième considération concerne les droits sociaux et les structures subventionnées trop souvent confrontées à des pratiques clientélistes. Nous estimons que les structures militantes pour les droits des femmes et les droits des enfants doivent être entendues comme expertes ainsi que les organisations syndicales, entre autres.

Les CCAS, avec formation des personnels et en lien avec les services du conseil général nous semblent être les structures les plus adaptées à gérer cette minorité de femmes ayant réellement besoin d'un hébergement. Ils ont l'avantage d'avoir une mission de service public. La proposition reste ouverte. Nous versons au dossier l'expérience du travail en ce sens entamé en partenariat avec l'association « SOS Femmes », malheureusement disparue en raison du manque de soutien institutionnel et de choix clientélistes.

En ce qui concerne l'aide sociale à l'enfance, service dépendant de l'Assemblée départementale, nous estimons qu'elle doit faire l'objet d'un audit citoyen indépendant et absolument intégrer aux politiques de ce service la problématique des violences faites aux femmes plus de 20 ans après les premières lois.

Les associations militantes expertes devront être entendues sur le sujet. D'une manière plus générale nous sommes favorables à ce que les orientations et les choix opérés dans le domaine de l'action sociale puissent être soumis au débat public. Tel est le sens de notre proposition de tenue régulière d'assemblées citoyennes de canton, thématiques ou « généralistes ». Il en va de la reconnaissance de la légitimité des acteurs de la société civile et de la parole citoyenne, principes auxquels le Front de Gauche est particulièrement attaché. Dans cet esprit, et pour la transparence, nous sommes également favorables à ce que les subventions publiques attribuées puissent être

publiées dans le détail sur internet afin d'être accessibles à tou-te-s les contribuables.

Concernant les problèmes plus spécifiques que vous pointez dans notre département pour l'hébergement des femmes victimes de violences, nous partageons également votre appréciation sur l'insuffisance et le caractère inadapté des solutions proposées (ou plutôt l'absence de solutions !). Cette situation est d'autant plus préoccupante que les politiques d'austérité et de destruction des protections sociales (Loi Macron) risquent de fragiliser encore plus les femmes et d'accroître les inégalités de genre. Ce qui doit motiver des actions volontaristes et durables de la part de l'Assemblée départementale.

Les pistes que vous proposez (montages financiers et coopérations constructives et respectueuses de chacun entre Etat, collectivités et associations) nous semblent aller dans le bon sens. Nous voulons souligner à notre tour l'importance d'une approche globale et solidaire dans la mise en œuvre des actions de prévention, d'accompagnement juridique, psychologique et social et de réinsertion. Elle supposent à la fois l'existence de structures adaptées et de personnels stables et bien formés, correctement rémunérés et dégagés de pressions visant à un « contrôle social » culpabilisant et paternaliste. Le professionnalisme des intervenants, les qualités relationnelles et le respect scrupuleux de la déontologie nous semblent être des facteurs essentiels pour briser l'isolement des personnes, construire des relations égalitaires et favoriser la reprise de confiance en soi et l'autonomie.

Nous pensons que ces considérations valent également pour l'insertion et l'accès à l'emploi. Nous voulons travailler collectivement à lever les obstacles discriminants liés aux revenus insuffisants, aux déplacements et au logement. Nous avons conscience que rien de tout cela ne pourra vraiment aboutir sans mobilisation citoyenne. C'est encore une fois le sens de notre proposition de tenue régulière d'assemblées citoyennes de canton, synonyme pour nous de démocratie directe, d'écoute et de prise en compte effective de la parole, des luttes et des projets des femmes et des hommes qui vivent sur nos territoires.

Enfin, les élus du Front de gauche au Conseil général ont présenté et défendu, en séances du Conseil, plusieurs motions qui vont dans le sens de vos demandes.

N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et suggestions. Elles nous permettront de compléter et d'enrichir un programme dont la première ambition est de traduire les plus fidèlement possible des aspirations trop souvent ignorées ou refoulées. De tout cœur avec vous pour les combats féministes que nous voulons mener ensemble. A très bientôt.